



# Association Luxembourggeoise pour les Nations Unies (ALNU)

Association sans but lucratif. Reconnue d'utilité publique.

Associée auprès du Department of Global Communications (DGC) des Nations Unies

3, route d'Arlon L-8009 Strassen, tél : 461468, fax : 461469

mail : [alnu@pt.lu](mailto:alnu@pt.lu), site Internet : [www.alnu.lu](http://www.alnu.lu), site Facebook: [www.facebook.com/ALNU.Luxembourg](http://www.facebook.com/ALNU.Luxembourg)

## **Position de l'ALNU concernant le**

### **Plan National Intégré en Matière d'Énergie et de Climat pour le Luxembourg pour la période 2021-2030 (PNEC)**

#### **I. [Le contexte international](#)**

#### **II. [Point de vue de l'ALNU – Détails](#)**

## I. Le contexte international

**La crise climatique, qui constitue le plus grand défi du 21e siècle pour les Nations Unies, exige une transition écologique urgente avec des objectifs quantifiés établis non seulement à l'horizon 2030, mais également pour les prochaines années.**

- Un appel à l'action a été lancé par M. Antonio Guterres, Secrétaire général de l'ONU le 24 février 2020 lors de la 43<sup>e</sup> session du Conseil des droits de l'homme: Turning to 21st century challenges, Mr. Guterres reiterated that the climate crisis was "the biggest threat to our survival". It has already threatened human rights around the world and would continue to do so in future, he noted, before underscoring people's right to a safe, clean, healthy and sustainable planet that the Call to Action is designed to achieve.

- Intervention en décembre 2019 lors de la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique à Madrid (COP25) de Greta Thunberg, fondatrice du mouvement international 'Fridays for future': l'urgence climatique n'est pas un problème futur, c'est quelque chose qui nous impacte déjà maintenant, les gens souffrent et meurent de ça présentement'

- Aux Pays-Bas, le gouvernement voulait réduire les émissions de gaz à effet de serre de 49% jusqu'en 2030 par rapport à 1990.

En décembre 2019, la Cour suprême des Pays-Bas a décidé que le gouvernement néerlandais devait réduire ses émissions d'au moins 25% d'ici la fin de 2020 par rapport au niveau de 1990. L'arrêt est basé sur la convention des Nations Unies sur le climat et les obligations de l'État en vertu de la Convention européenne des droits de l'homme. Les articles 2 et 8 de la Convention européenne - le droit à la vie et le droit au respect de la vie privée et familiale - indiquent que l'action contre le changement climatique relève de la protection des droits de l'homme. Il s'agit de la décision judiciaire la plus importante du monde en matière de changement climatique à ce jour, confirmant que les droits de l'homme sont menacés par l'urgence climatique », a déclaré David Boyd, rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits de l'homme et l'environnement, dans un communiqué.

### **Identité environnementale et l'acceptation d'une politique climatique.**

- IPCC Report 2018 global warming of 1.5 °C <https://www.ipcc.ch/sr15/>

Une identité environnementale forte renforce la motivation intrinsèque à s'engager dans des actions d'atténuation à la maison (van der Werff et al., 2013a) et au travail. L'auto-identité environnementale est renforcée lorsque les gens réalisent qu'ils se sont engagés dans des actions d'atténuation, ce qui peut à son tour promouvoir de nouvelles mesures d'atténuation.

L'établissement d'objectifs peut promouvoir des mesures d'atténuation lorsque les objectifs ne sont pas fixés trop bas ou trop élevés.

La politique climatique est plus acceptable lorsque les coûts et les avantages sont répartis également, lorsque la nature et les générations futures sont protégées et lorsque des procédures équitables ont été suivies, y compris la participation du public ou des organisations de la société publique.

## II. Point de vue de l'ALNU – Détails

Observations sur le Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (2021-2030), concernant les urgences à l'horizon 2025, en rapport avec le Plan d'action national du Luxembourg 2019-2021 sur un Partenariat pour un Gouvernement Ouvert.

ODD 7: Energie propre et d'un coût abordable; ODD 10 : Réduction des inégalités entre les pays et dans les pays; ODD 11 : Villes et communautés durables ; ODD 12 : Consommation et production durables; ODD 13 : Lutte contre les changements climatiques ; ODD 15 : Préservation des écosystèmes terrestres et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité ; ODD 16 : Paix, justice et institutions efficaces

ODD	PNEC - Objectifs en 2025 par rapport à 2020	Evolution/constat	Comparaison avec les pays voisins du Luxembourg	Mesures à l'horizon 2025	Mesures paraissant nécessaires d'un point de vue de l'ALNU, y compris en rapport avec les pays voisins du Luxembourg	Commentaires et recommandations d'institutions internationales
ODD 11 ODD 12 ODD 13	Réduction des émissions de GES de 21% dans les secteurs des transports et des ménages, responsables pour 64,4% et 12,1% du total des émissions non-ETS	Parc de véhicules en forte croissance	Taxes sur les carburants par litre (Facteur de conversion: tCO <sub>2</sub> / l: 378) - Année 2018 <sup>1</sup> : - Luxembourg: 37 cents - France: 58 cents - Allemagne: 57 cents - Belgique: 58 cents	2019: accises +2 cents/l 2020: accises +2-5 cent/l  2021: taxe carbone +5 cts/l 2022: taxe carbone +6 cts/l	2020: accises 5 cents/l  2021: taxe carbone 7 cents/l (30 EUR) 2022: taxe carbone 9 cents/l (35 EUR), soit au total environ 60 cents/l	-Banque Mondiale: la tarification du carbone constitue une part essentielle pour une solution -L'OCDE recommande dans son bulletin une taxe carbone d'au minimum 30 EUR, correspondant à 7,5 cents/l
ODD 7	Production d'énergie renouvelable nationale par le photovoltaïque	Le Luxembourg est le pays de l'UE ayant la part d'énergie renouvelable la plus faible en 2017		2020: 197 GWh 2025: 786 GWh (+300%)	Eclaircissement sur la répartition de la production pour les différentes catégories d'acteurs (ménages, entreprises, état et communes, projets de parcs solaires de coopératives et d'investisseurs)	

<sup>1</sup> [www.oecd-ilibrary.org/taxation/taxing-energy-use\\_efde7a25-en](http://www.oecd-ilibrary.org/taxation/taxing-energy-use_efde7a25-en)

ODD	PNEC - Objectifs en 2025 par rapport à 2020	Evolution/constat	Comparaison avec les pays voisins du Luxembourg	Mesures à l'horizon 2025	Mesures paraissant nécessaires d'un point de vue de l'ALNU, y compris en rapport avec les pays voisins du Luxembourg	Commentaires et recommandations d'institutions internationales
ODD7 ODD12 ODD13	Remplacement des énergies fossiles par l'énergie électrique	En 2018, selon l'IRL, environ 86% de l'électricité était importée dont 60% d'Allemagne. D'après le rapport Clicking Clean 2017 de Greenpeace, les pourcentage des GES en rapport avec la digitalisation devrait passer de 4% du total des GES à 8% en 2025 au niveau mondial.	D'après Eurostat, prix de l'électricité au 1er semestre 2019 pour les ménages/non résidentiels <sup>2</sup> : - Luxembourg (0,18/0,10 €/kWh ) - Allemagne (0,31/0,20 €/kWh) - Belgique (0,28/0,14 €/kWh)		Afin d'éviter une consommation électrique excessive par rapport à ses voisins, le Luxembourg devrait adapter les prix de l'énergie électrique à ceux de ses voisins. Même en 2030, la production de l'électricité à partir de sources renouvelables restera insuffisante dans ses pays voisins.	-Le Luxembourg désapprouve la poursuite des activités des centrales nucléaires chez ses voisins. - Selon le Energiewirtschaftliches Institut an der Universität zu Köln, l'Allemagne pourrait nettement rater en 2030 l'objectif d'une part de 65% des énergies renouvelables dans la production électrique
ODD 7 ODD12 ODD13	Société Google: un ou deux Data Center à Bissen	Besoins d'électricité pour la digitalisation en forte croissance Approvisionnement considérable en eau nécessaire	Aux Pays-Bas, Google a conclu des accords de fournitures avec des fermes éoliennes et solaires	De +7 à +12% de consommation d'énergie électrique au niveau national <sup>3</sup> Omission dans le PNEC d'éventuels projets d'une très grande envergure	Au Luxembourg, la société Google devrait aussi s'approvisionner par des contrats en énergie renouvelable La consommation pour deux data centers serait excessive.	En 2025, le Luxembourg ne produira que 17,6% de l'énergie consommée.
ODD 13 ODD 15	Protection des écosystèmes, des forêts et des espèces menacés	En 2019, seulement 13,4% des arbres étaient encore sains au Luxembourg		Programme pour la protection et la gestion durable des écosystèmes forestiers pour des forêts stables, sains, tolérants au climat et riches en espèces à l'avenir.	Sensibilisation globale au sujet des effets néfastes des émissions de gaz, constatées déjà maintenant au niveau des écosystèmes et des espèces (en moyenne hausse des températures, baisse des précipitations, ... au Luxembourg durant les dernières années)	-Rapport 2019 du Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services: environ 1 million d'espèces sont déjà menacées d'extinction - Annuaire climatologiques de Meteolux

<sup>2</sup> code:nrg\_pc\_204/nrg\_pc\_205

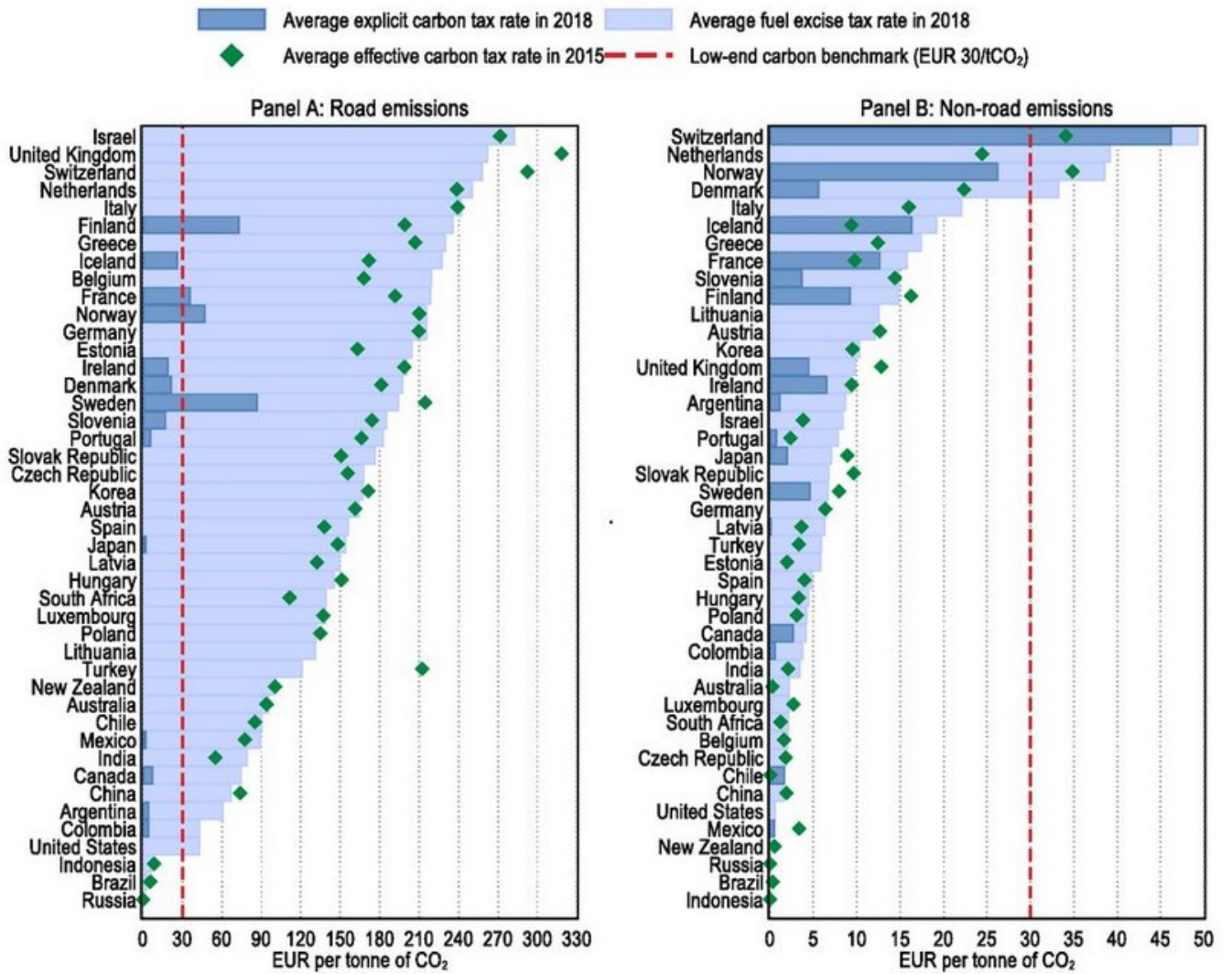
<sup>3</sup> <https://paperjam.lu/article/google-est-geant-tres-gourmand>

ODD	PNEC - Objectifs en 2025 par rapport à 2020	Evolution/constat	Comparaison avec les pays voisins du Luxembourg	Mesures à l'horizon 2025	Mesures paraissant nécessaires d'un point de vue de l'ALNU, y compris en rapport avec les pays voisins du Luxembourg	Commentaires et recommandations d'institutions internationales
ODD 10	Mesure sociale de compensation pour les ménages en situation de précarité	Au 2e trimestre 2019, les prix des logements ont augmenté de 11.4% sur une année		Allocation de vie chère du Fonds National de la Solidarité: 1.320 EUR en 2020	Nette augmentation du montant de l'allocation et assouplissement des critères pour un périmètre plus large de ménages	
ODD 10	Mesure sociale de compensation pour les ménages en situation de précarité			Subventions par les Offices sociaux pour les dépenses énergétiques en gaz et mazout: 663 EUR en moyenne par ménage pour un total de 92 ménages seulement en 2019	Nette augmentation du montant de l'allocation et assouplissement des critères d'allocation pour un périmètre plus large de ménages	- Questions parlementaires 1684 et 1153
ODD 16	Le projet de loi sur le climat instaure trois organes liés à la structure de gouvernance			Dans le PNEC, il ne semble pas y avoir de description du troisième organe liés à la structure de gouvernance du projet de loi	L'ALNU demande à ce que la société civile soit impliquée dans un organe indépendant mis en place au sujet des aspects scientifiques, éthiques et sociaux	

# Annexes

## OCDE - Taxing Energy Use 2019 - Using Taxes for Climate Action

Figure 3.2



Sources : [www.oecd-ilibrary.org/taxation/taxing-energy-use\\_efde7a25-en](http://www.oecd-ilibrary.org/taxation/taxing-energy-use_efde7a25-en)